

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 NANTES

NANTES, le 21/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ATLANTIC BATTERIES**

Parc Océane  
3 bis rue Georges Charpak  
44400 Rezé

Références : N3-2022-928-Rapportinspection  
Code AIOT : 0006307951

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2022 dans l'établissement ATLANTIC BATTERIES implanté 7 rue Louis Lumière 44980 STE LUCE SUR LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATLANTIC BATTERIES
- 7 rue Louis Lumière 44980 STE LUCE SUR LOIRE
- Code AIOT : 0006307951
- Régime : Autorisation

Installation de regroupement de batteries usagées avant expédition vers une installation de récupération et de recyclage des matières

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Visite de surveillance périodique inscrit au Plan de Pluriannuel de Surveillance de l'inspection des installations classées axée sur la traçabilité de l'activité et de la gestion des risques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Risque accidentels	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
4	Risque incendie / Pollution	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet
6	Traçabilité de la gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 02/12/2014, article Antériorité	/	Sans objet
2	Renforcement des prescriptions	Code de l'environnement du 04/10/2010, article L. 181-14	/	Sans objet
5	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'établissement bénéficie de l'antériorité pour ses activités de gestion des déchets dangereux qui résulte d'une modification de la nomenclature des installations classées.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 02/12/2014, article Antériorité
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement et consistance des installations
<p><b>Rappel de la situation (Récépissé antériorité du 02/12/14)</b> – L'établissement bénéficie d'un accusé réception de déclaration d'antériorité délivré le 02/12/14 pour l'exploitation d'un centre de regroupement de batteries usagées (déchets dangereux) sous couvert de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées. La capacité maximale de déchets dangereux est de 10 t.</p> <p><b>Constats</b> – L'exploitant ne déclare aucune évolution de la situation administrative enregistrée en 2014, seulement le changement du dirigeant de l'entreprise. Le négoce de batteries neuves et la collecte d'accumulateurs usagés sont les seules activités de l'établissement, qu'il exerce principalement pour la marque VARTA dont il est le représentant local. Aucun autre produit ou déchet n'est commercialisé ou collecté par l'entreprise.</p> <p>Les batteries usagées sont exclusivement des batteries (accumulateurs) au plomb (code déchets 16 06 01*) provenant principalement de clients Transporteurs, Industries et Marine chez qui l'exploitant effectue des tournées de récupération. Le regroupement a pour objet de massifier les expéditions par lot de 10 bacs de batteries usagées. Tous pesés, il affiche des masses dépassant à peine la tonne (1,064 et 1,045 pour deux relevés), ce qui est cohérent avec l'antériorité accordée lorsque l'on retire la masse du bacs (45 kg).</p> <p>Les batteries neuves sont vendues avec consignes, ce qui constitue une bonne pratique pour assurer un taux de récupération satisfaisant, et les bacs de transport font l'objet de rotations entre l'établissement et le site de traitement des batteries usagées.</p> <p>L'activité ne relève pas d'une filière à Responsabilité Elargie des Producteurs (REP).</p> <p>A l'occasion de cette inspection, les règles de classement de l'activité de tri-transit-regroupement de déchets dangereux ont été rappelées, notamment le seuil de classement de 1 t à partir duquel un établissement est une installation classée qui relève du régime de l'autorisation et le fait que les sites existants ne peuvent plus se prévaloir du bénéfice de l'antériorité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Renforcement des prescriptions

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/10/2010, article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Renforcement des prescriptions de l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le récépissé du 02/12/14, qui a accordé le bénéfice des droits acquis, a listé les textes réglementaires applicables à l'établissement rappelé ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;</li><li>• l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;</li><li>• l'arrêté ministériel du 29/02/12, abrogé et remplacé depuis le 01/01/22 par l'arrêté ministériel du</li></ul>

31/05/21 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

A noter que l'essentiel des dispositions générales de prévention des risques fixées par l'arrêté du 04/10/10 précité ne s'appliqueront qu'à compter du 01/07/23.

Par ailleurs, la rubrique 2718 de laquelle relève l'établissement n'est pas réglementée par un texte spécifique de portée nationale.

#### **Constats :**

**Dispositions constructives** – Le bâtiment d'exploitation comprend une zone de stockage et de bureau pour une surface totale de 228 m<sup>2</sup>. Il est situé dans un îlot de bâtiments, tous accolés et exploités par des entreprises d'activités diverses et non classées, avec lesquelles il partage ses parois extérieures.

Tous les murs sont en parpaings. La charpente est métallique, la couverture est de type bac acier. Le magasin n'est pas équipé d'exutoire des fumées mais dispose en façade d'un large ouvrant, au moins 3 m\*3,5 m.

Une seule façade de dispose d'un ouvrant sur les espaces de stationnement et de livraison de l'entreprise.

**Conditions d'exploitation** – De nombreuses règles générales relatives à la sécurité et à la gestion de l'établissement ne sont pas appliquées, notamment :

- Contrôles des installations électriques ;
- Désignation de la personne compétente formée aux risques, dangers et inconvénients de l'installation ;
- Permis de travail, permis de feu, consignes d'exploitation et de sécurité, procédures, formation des salariés... ;
- Connaissances de la nature des risques (quantités, étiquetage des récipients ou des zones, utilisation des symboles des dangers...) ;
- Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques dont les conditions de conservation des stocks ;
- Moyens d'intervention en cas d'accident dont l'adéquation des moyens et des risques, la signalisation des risques, plan des locaux à l'attention des pompiers ;
- Documents de l'installation dont les plans des réseaux ;
- Absence de procédures d'Information préalable et d'acceptation préalable à l'admission des déchets.

Considérant que les mesures énumérées sont de nature améliorer la prévention et la protection de l'activité et des installations, qu'elles ne sont pas prises en compte par l'exploitant, qu'elles ne lui sont pas directement opposables au titre de la législation des installations classées notamment en l'absence d'un texte réglementaire opposable qui les porterait, l'inspection des installations classées propose au préfet de prendre un arrêté de prescriptions complémentaires qui vient renforcer le suivi et la sécurité de l'établissement.

Un projet en ce sens, joint au présent rapport, tient compte des spécificités de l'activité de l'établissement et s'appuie largement de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : Risque accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a une bonne connaissance de son stock de déchets en raison de la simplicité de cette activité. Au moment de la visite, 8 bacs de stockage temporaire de batteries étaient présents dans le bâtiment. Tous étaient pesés avec indication du résultat sur le bac.</p> <p>Par contre, l'état des stocks formalisé et tracé n'a pas pu être présenté.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que cette obligation a pour objet de connaître et d'évaluer le potentiel "risque" d'un établissement (à ce titre, toutes les matières présentes susceptibles d'influencer un sinistre doivent être comptabilisées y compris celles combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées).</p> <p>L'état des stocks a également pour objet de vérifier que l'établissement fonctionne bien dans le cadre de l'autorisation qui lui a été accordée (dans ce cas, seuls les déchets dangereux seront comptabilisés).</p> <p><b>L'inspection des installations demande à l'exploitant de lui transmettre l'état des stocks (version écrite ou informatique) à la date du 14/09/22 et de mettre en place les mesures qui le rendent disponible en toutes circonstances sur le site de Sainte-Luce-sur-Loire.</b></p> <p><b>Délai 1 mois</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockages des déchets dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AM 1998 art. 45 - Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> <p>AM 2010 art 25 - Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p><b>Rappel de la situation (inspection du 04/08/15)</b> – Les batteries usagées sont stockées dans des conteneurs spécifiques étanches. Ces conteneurs sont stockés à l'intérieur de l'atelier qui dispose lui-même d'un sol étanche.</p> <p><b>Constats</b> – Les constats faits en 2015 restent les mêmes et satisfaisants pour les aspects contrôlés.</p> <p>Les bacs sont construits en plastique et leur volume disponible permet le stockage de batteries type "poids-lourds" sur 2 niveaux (estimation du volume 0,5 m3) sans dépassement en hauteur de la rétention, ce qui permet d'empiler les bacs. Plusieurs contenants sont apparus endommagés en extérieur sans que leur intégrité ne soit remise en cause, ceci en raison des pratiques de vidage qui consistent à les retourner à partir d'un engin de manutention et à laisser chuter les batteries.</p> <p>Le représentant de l'exploitant a indiqué vérifier les bacs avant leur mise en service et, le cas échéant, les refuser s'ils s'avèrent hors d'usage, notamment fissurés.</p> <p>Le contrôle décrit est satisfaisant dans ces principes. Par contre, aucune consigne établissement ne l'impose et le décrit, ce qui peut être interpréter comme une bonne pratique de l'intervenant rencontré.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande que les conditions de gestion et de contrôle de l'état des bacs de rétention fassent l'objet de consignes strictes (nature du contrôle, suivi de l'intégrité des bacs en particulier ceux endommagés, maintenus en service, mais fragilisés...).</b></p> <p>Par ailleurs, le stockage de batteries usagées est positionné dans l'atelier à proximité immédiate du stock de palettes.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande que le stockage de déchets dangereux soit éloigné d'une distance minimale de 5 m du stock de palettes ou de matières combustibles en quantités importantes.</b></p> <p><b>Délai 1 mois</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.
<b>Rappel de la situation (inspection du 04/08/15)</b> – L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de faire réaliser une analyse de risque foudre par un organisme compétent en application de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de mener, le cas échéant, l'étude technique prévue à l'article 19 sous 3 mois.  <b>Constats</b> – L'ARF a seulement été réalisée le 15/09/22 (intervention APAVE rapport 22319756) qui conclut son analyse en indiquant que l'établissement ne nécessite pas de protection contre les effets de la foudre.  Le rapport technique a été transmis à l'inspection des installations classées le 19/09/22.  <b>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la prise en compte des constats faits au cours d'une inspection doit être effective dans les délais demandés dans le rapport de visite.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Traçabilité de la gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traçabilité de l'activité déchets dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tenue à jour des registres de suivi des déchets entrants et sortants
<p><b>Rappel de la situation (inspection du 04/08/15)</b> – L’inspection des installations classées avait demandé à l’exploitant de mettre en place, sous 3 mois, les registres de suivi, d’entrée et de sortie des déchets, comprenant l’ensemble des informations portées par l’arrêté ministériel du 29/02/12.</p> <p><b>Constats</b> – Le texte précité est abrogé et remplacé par l’arrêté ministériel du 31/05/21 qui prescrit, en ses articles 1 et 2, les informations qui doivent figurer dans les registres d’entrée et de sorties des déchets, identiques à celles prescrites par le texte abrogé.</p> <p>Les seuls éléments de traçabilité disponibles sur site sont les bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) utilisés par le service comptabilité de l’entreprise pour justifier des prestations réalisées auprès de ses clients et fournisseurs. A noter que celui présenté n’est pas entièrement renseigné et les informations qui y figurent sont confuses car ATLANTIC BATTERIES Rezé apparaît comme acteur de toutes les étapes de suivi (émetteur du déchets donc du BSDD, transporteur, destinataire du déchets).</p> <p>Sur place, les registres n’étaient pas disponibles contrairement à la demande par l’inspection des installations classées à la suite de sa visite de 2015. Le représentant de l’exploitant a déclaré que la traçabilité de la gestion des déchets avait été transférée sur la plate-forme nationale TRACKDECHETS.</p> <p><b>L’inspection des installations classées demande à l’exploitant de lui adresser les justificatifs de son adhésion effective à TRACKDECHETS, notamment en produisant une extraction de ses enregistrements faits depuis sa mise en service de la base de données.</b></p> <p><b>L’inspection des installations classées demande également à l’exploitant de lui adresser une copie de ses registres d’entrées et de sorties des déchets de la période de l’année 2020 antérieure à son adhésion à la plate-forme TRACKDECHETS.</b></p> <p><b>Sans délai, par retour</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet